

## La data au service de la transition écologique

**Par Bettina Laville, présidente du Comité 21**

Chez namR, la transition écologique est le cœur de notre mission, car nous sommes persuadés qu'elle passe par le respect des objectifs européens et internationaux, des changements de comportements, et l'usage des technologies les plus innovantes : namR invente « sur le terrain » un modèle intégrateur de la production de données, avec des partenaires scientifiques et de grands instituts publics destiné à accélérer le rythme des transitions

Jamais, en effet, la fondation d'une économie n'a été aussi nécessaire, et finalement accessible, si on sait orienter les technologies, comme l'intelligence artificielle vers le bien commun.

Dans le contexte du réchauffement climatique, nos sociétés doivent à la fois adopter dès la transition écologique doit être le fer de lance de sociétés se voulant résilientes. namR fait partie des acteurs conscients de l'ampleur du risque. Bettina Laville, présidente du Comité 21, nous apporte une vision sans cesse actualisée de l'état des connaissances.

namR s'est associé à cet appel , car nous considérons, dans la foulée du mouvement « Tech for Good » initié par le Président Macron, que ce « call for action » concerne particulièrement les entreprises produisant dans les domaines environnementaux ou énergétiques des données actionnables par l'IA, utilisables aussi bien pour les acteurs publics que pour d'autres entreprises, utilisant pour ce faire à la fois les données ouvertes (de plus en plus ouvertes) en s'appuyant sur les connaissances scientifiques en constante évolution à la fois pour leurs process que pour les objets étudiés (modèles climatiques, évolution de la biodiversité, évolutions énergétiques etc).

Contemporaines des propositions de l'Union européenne, différents rapports<sup>1</sup> mettent en lumière les apports de l'IA pour la transition écologique qui permettent bien sûr de mesurer l'impact environnemental des solutions numériques intelligentes, mais aussi de mettre au service de la transformation de nos modèles économiques les données environnementales (météorologiques, agricoles, de transports, d'énergie, de biodiversité, de climat, de déchets, cadastrales, de diagnostic de performance énergétique) qui vont guider l'application, par exemple de la future loi française climat et résilience.

Ces ouvertures de données sont donc un extraordinaire levier d'accélération de la transition, en portant le nouveau métier d'agrégateur à celui d'opérateur de la transformation écologique : en valorisant les données d'open data que l'on rend actionnables, en permettant des applications de géolocalisation et de caractérisation de l'environnement, en ciblant l'ensemble des secteurs intéressés par ces applications, naît une création de valeur écologique et sociétale, utilisable aussi bien dans les entreprises, que par les pouvoirs publics.

Ces champs entiers d'innovation incarnent une des grandes batailles pour le climat (et d'ailleurs pour la défense globale de l'environnement) en inversant le rapport du numérique à l'humain : loin de nous asservir, le « digital », bien compris, et orienté pour le bien commun nous éloigne des drames annoncés.

---

<sup>1</sup> En particulier le récent rapport Sichel



## La transition écologique, l'enjeu du siècle

Les conséquences du dérèglement climatique se matérialiseront sévèrement et durablement sur de nombreux aspects de la vie terrestre. Par exemple, à une augmentation globale de 0,5°C, les récifs coralliens ne seront plus la source de nourriture ou de lieu de reproduction des poissons, espèce essentielle à la chaîne alimentaire de nombreuses autres espèces. La culture du sorgho (céréale consommée couramment sur les continents africains et asiatiques) est elle aussi menacée à cette augmentation de température globale.

Les gouvernements sont actifs à vouloir assurer une résilience pour leur territoire. Les efforts doivent dorénavant être communs et rapides pour contrer des scénarios de plus en plus pessimistes. En ce sens, les instances gouvernementales œuvrent pour encadrer et accélérer la transition vers un monde résilient.

Aujourd'hui, le « Green Deal » a été adopté par le Conseil Européen, et rompt avec tous les plans de relance que l'on a connus, car le défi est moins de relancer l'économie que d'en fonder une autre transformatrice », qui place la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité au centre de la politique européenne. Alors même que la pandémie mondiale n'est pas vaincue, le président Biden, de l'autre côté de l'Atlantique, décide de relancer son économie à la vertigineuse hauteur de 2000 milliards de dollars, sous le signe du respect de l'Accord de Paris, alors que les fondements de son économie sont beaucoup plus carbonés qu'en Europe. Parallèlement, il invite les dirigeants mondiaux à un Sommet climatique, pour bien signifier que «US is back » dans la négociation climatique.

De très nombreuses entreprises, ainsi que la société civile s'associent à ce mouvement, en renouvelant globalement leur engagement de réduire d'au moins 55% les GES d'ici 2050, tandis que les Etats Unis s'y engagent à 50% par rapport à 2005.

Ursula von der Leyen a lancé le plus ambitieux Green Deal jamais porté par l'Europe. Pour la France, la transition écologique est encadrée par le décret tertiaire ou le plan France relance.

Le point commun ? La rénovation des bâtiments. Chez namR, nous avons intégré le constat selon lequel 44 % des émissions de CO2 sont produites par le secteur du bâtiment. namR a aussi saisi que la France possède un parc contenant de nombreuses passoires énergétiques qu'il s'agit d'aider à rénover.

Agir en faveur de la transition écologique implique une connaissance fine et précise de l'environnement. namR construit les outils pour augmenter la connaissance des territoires et accompagner la transition. Concrètement, cela se traduit en production de données contextuelles géolocalisées, une connaissance fine et complète des bâtiments à l'adresse.

## Un contexte législatif favorable à la transition écologique

Favorable, le mot est faible. Les coalitions internationales sont à l'origine de nombreuses initiatives réglementaires. Ce que l'on pourrait appeler consortium vertueux mondial insuffle une dynamique de transition à travers un arsenal législatif (liste non exhaustive) :

- le Pacte vert pour l'Europe ayant pour objectif de rendre l'économie de l'UE durable et vise notamment une Europe neutre en carbone en 2050 ;
- le plan d'investissement InvestEU qui vise à donner un nouvel élan à l'investissement, à l'innovation et à la création d'emplois en Europe ;
- le Green New Deal qui vise lui aussi la neutralité carbone à l'horizon 2050 pour les États-Unis ;



- en France, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte vise le secteur du bâtiment pour une réduction de la consommation énergétique de 40 % ;
- la stratégie nationale bas carbone vise quant à elle la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 49 % en 2030 dans le domaine des bâtiments ;
- et parmi d'autres feuilles de route : le Plan climat, le Plan de Rénovation Énergétique des Bâtiments, la loi énergie-climat, la programmation pluriannuelle de l'énergie...

Parmi ces réglementations, de nombreuses pointent la nécessité d'exploiter le potentiel de la donnée. En effet, pour rénover son parc immobilier, il faut d'abord le connaître. Que ce soit à l'échelle nationale, régionale, départementale, ou communale, les gestionnaires doivent connaître leurs actifs, et ce jusqu'à la maille du bâtiment. C'est en cela que namR aide la transition écologique : l'augmentation de la connaissance des gestionnaires du bâti (publics ou privés). Pour accompagner ces acteurs au mieux, namR utilise et enrichit des données qu'elle met au service de la transition écologique.

### Des données ouvertes à disposition, mais pas en assez grande quantité

Pour agir en faveur de la transition écologique, il s'agit d'avoir une connaissance parfaite de ce qui constitue l'urbanisme d'un territoire. namR s'est aperçue que les informations à disposition des acteurs impliqués dans la transition écologique sont souvent lacunaires et incomplètes.

De nombreuses voix se sont élevées pour mettre en lumière ce problème. C'est le cas de Cédric Villani qui regrette, dans son rapport "Donner un sens à l'intelligence artificielle" : "Le développement d'une intelligence artificielle verte n'est possible qu'à condition de libérer la donnée écologique. Pour développer des solutions d'intelligence artificielle au service de la transition écologique, il est ainsi primordial de mettre à la disposition de tous, [...] les données publiques disponibles : météorologiques, agricoles, de transports, d'énergie, de biodiversité, de climat, de déchets, cadastrales, de diagnostic de performance énergétique...".

Éric Bothorel constate notamment dans son rapport que l'ouverture des données fait l'objet d'un débat alors qu'il faudrait axer les réflexions sur la lutte contre l'inertie rencontrée par l'innovation actuellement. Il propose des mesures d'encadrement pour fluidifier les actions.

### Zoom sur le "Rapport pour une réhabilitation énergétique massive, simple et inclusive des logements privés" d'Olivier Sichel

Massifier la réhabilitation thermique des logements privés permettrait de répondre à deux grands enjeux de diminution des dépenses des ménages et respect des engagements pris lors de la COP21 à Paris en 2015. L'auteur constate cependant que trop peu de personnes s'engagent dans le parcours de réhabilitation de leur logement.

Parmi les conditions clés de succès pour accompagner au mieux la transformation, Olivier Sichel pointe la nécessité de concevoir une stratégie data posant les conditions du partage de la donnée et institutionnalisant une gouvernance de la donnée au sein de l'écosystème.

Le rapport met également en valeur le potentiel que porte la donnée mise au service de la transition écologique. Ici, la donnée porte une triple ambition :

- la création de valeur par la mise en commun, l'ouverture, et le partage des données ;
- une politique publique de rénovation pilotée par la donnée (catalogue de données et famille de cas d'usage) ;
- des parcours clients fluidifiés.



En termes de création de valeur, l'auteur fait le constat d'une multitude d'acteurs produisant de la donnée de façon très silotée, peu partagée et insuffisamment exploitée. C'est en ce sens que namR a été identifié parmi les utilisateurs de la donnée, en tant qu'acteur de la data rénovation.

### Comment namR met la data au service de la transition écologique ?

namR est consciente du potentiel de la donnée pour accompagner une transition rapide et aider à la résilience des territoires.

La technologie mise en place permet d'accroître la visibilité sur les travaux à mener et les impacts de ceux-ci. namR permet également d'anticiper de nombreux aspects de la transition : caractérisation des bâtiments prioritaires, coût des travaux, logistique à prévoir...

La production de données contextuelles géolocalisées est le cœur de métier de namR. En cela, les données de namR permettent de répondre aux vœux de ces nombreuses parties prenantes :

- fluidification de l'action publique en augmentant la connaissance du bâti ;
- massification des opérations de rénovation énergétique en identifiant le potentiel de rénovation et d'aides disponibles ;
- mise à disposition des connaissances relatives aux actions à mener pour répondre aux différents enjeux réglementaires (décret tertiaire, plan de relance, loi climat...) ;
- évaluation des impacts des actions de rénovations sur le patrimoine bâti ;
- ...

La transition écologique, c'est aussi mobiliser la donnée. En ce sens, elle est au cœur des préoccupations de namR et nous sommes conscients qu'elle fait partie intégrante de la modification en profondeur de notre société.